

JURA: UN DÉPARTEMENT RURAL DISPOSANT D'UN RÉEL POTENTIEL D'ATTRACTIVITÉ

Département situé dans l'Est de la France et limitrophe de la Suisse, le Jura, qui s'étale de la plaine à la moyenne montagne, est resté en grande partie rural. Entre 1962 et 2006, la population départementale progresse de 14,1% pour s'établir à 257 400 habitants en fin de période. Les trois plus grandes villes du département sont de taille moyenne : au 1^{er} janvier 2006, Lons-le-Saunier, chef-lieu, est peuplée de 17 900 habitants. Dole et Saint-Claude, sous-préfectures, en comptent respectivement 24 600 et 12 000.

Une partie du territoire jurassien connaît depuis une trentaine d'années un vieillissement relativement marqué lié à une faiblesse du solde naturel et un déficit migratoire souvent élevé. Retenir les jeunes et accompagner les personnes âgées est un des enjeux du territoire.

Au début des années 2000, l'attractivité résidentielle du Jura s'améliore, en partie portée par la périurbanisation du triangle Dijon - Besançon - Lons-le-Saunier.

Connaissant depuis de nombreuses années une moindre sensibilité au chômage que la plupart des départements métropolitains, le Jura voit celui-ci progresser depuis le début de l'année 2008. Département à vocation industrielle ancienne, il accueille, entre autres, les principales entreprises métropolitaines du secteur de la lunetterie et du jouet.

Ces industries, fortement exportatrices, sont soumises à une forte pression dans le cadre d'une économie mondialisée. Les difficultés de l'industrie automobile commencent à affecter certains sous-traitants présents dans la zone d'emploi de Saint-Claude qui figure parmi les plus spécialisées au niveau métropolitain.

Le département du Jura dispose d'un environnement propice à un cadre de vie attractif et proche de la nature avec un massif forestier qui couvre 45% de son territoire. La forêt de Chaux avec ses 22 000 hectares est le se-

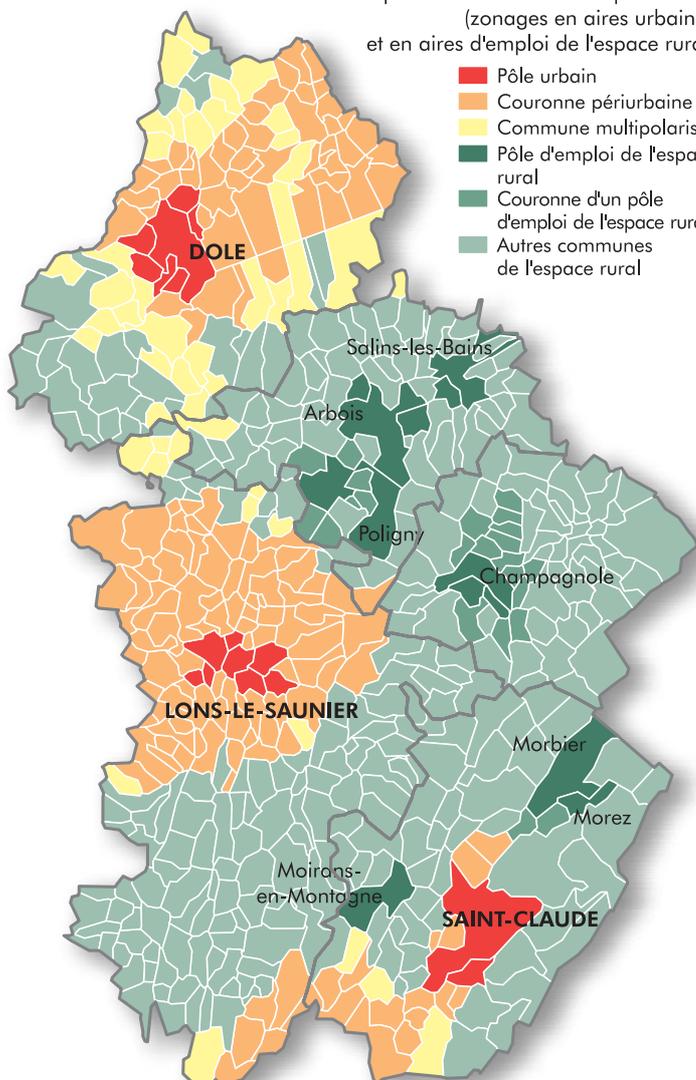
cond massif forestier français. Comme de nombreux départements français, le Jura n'a pas une réelle unité géographique. Il se compose d'une zone de plaine à l'ouest et d'une zone de massif puis de moyenne montagne à l'est et au sud-

est. Doté de deux réserves naturelles (la Haute Chaîne du Jura et l'île du Girard) et d'un Parc Naturel Régional (le Haut Jura), il dispose d'un potentiel d'attractivité touristique important. C'est le département franc-comtois le mieux doté

Six communes jurassiennes sur dix appartiennent à l'espace rural en 2006

Répartition des communes par ZAUER (zonages en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural)

- Pôle urbain
- Couronne périurbaine
- Commune multipolarisée
- Pôle d'emploi de l'espace rural
- Couronne d'un pôle d'emploi de l'espace rural
- Autres communes de l'espace rural



Source : INSEE (Recensement de la population)
© IGN-INSEE 2009

en matière d'équipements de plein air, notamment autour de la région des Lacs. En 2006, 45,5% de la population jurassienne réside dans une commune de l'espace à dominante rurale. Mais,

Une répartition de la population jurassienne stable depuis 1962

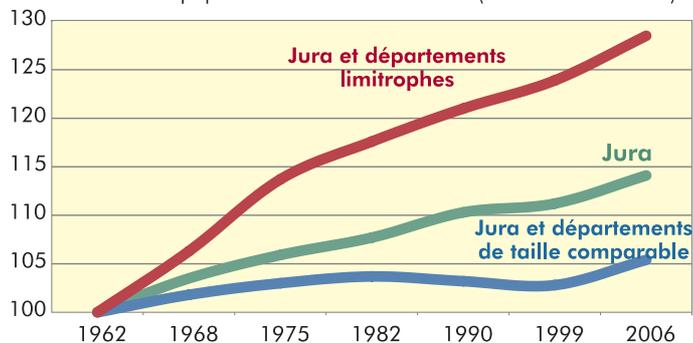
Structure de la population par type d'espace en %

Type d'espace	Jura		Départements de taille comparable		Départements limitrophes	
	1962	2006	1962	2006	1962	2006
Communes de l'espace à dominante urbaine	53,3	54,5	48,0	56,5	67,5	74,4
Communes de l'espace à dominante rurale	46,7	45,5	52,0	43,5	32,5	25,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSEE (Recensements de la population)

Depuis 1962, la population jurassienne progresse moins que celle des départements limitrophes

Évolution de la population entre 1962 et 2006 (Indice 100 en 1962)



Source : INSEE - Recensements de la population

depuis 1962, la répartition de la population entre espace rural et espace urbain n'a pratiquement pas changé dans le Jura, contrairement aux départements de taille comparable ⁽¹⁾ où la part de la population résidant dans l'espace urbain n'a cessé de progresser.

Le Jura compte un nombre important de petites communes : près de la moitié d'entre elles abritent moins de 200 habitants au 1^{er} janvier 2006. Les communes de moins de 1 000 habitants regroupent la moitié de la population départementale. Dans les départements limitrophes du Jura, 28,7% des habitants vivent dans une commune de moins de 1 000 habitants. Cette proportion est de 36,1% pour les départements de même taille.

Depuis 1962, une population qui progresse plus fortement que celle des départements de taille comparable

Au 1^{er} janvier 2006, le Jura compte 257 399 habitants et se place au 70^e rang des départements métropolitains. Depuis 1962, sa population a progressé de 14,1% (soit 31 800 habitants supplémentaires). Sur la même période, la population des départements limitrophes a augmenté deux fois plus que celle du Jura. Cependant, le caractère rural du Jura n'a pas freiné la progression de sa population, comme cela a pu être le cas dans les départements de taille comparable. Leur population a, en effet, moins progressé que celle du Jura depuis 1962.

La croissance démographique du Jura s'appuie presque pour moitié sur l'excédent des naissances sur les décès. Entre 1999 et 2006, le solde na-

1) Cf. encadré méthodologique

turel progresse au rythme de 0,21% par an contre 0,03% en moyenne dans les départements de taille comparable. Sur cette même période, le solde migratoire apparent devient excédentaire dans le Jura (+0,16% par an), ce qui témoigne d'une certaine attractivité résidentielle du département. Ce solde est toutefois, en moyenne, deux fois moins élevé que dans les départements de taille comparable.

Comme dans de nombreux territoires métropolitains, l'offre de formations supérieures est relativement peu développée dans le Jura. Les jeunes ont tendance à quitter le département pour aller se former ailleurs. Ils sont nombreux également à le quitter pour accéder à leur premier emploi.

Le maintien des jeunes, étudiants ou actifs, est donc un enjeu fort pour le département pour conserver son attractivité et lutter contre le vieillissement tendanciel de sa population.

Un vieillissement moins marqué que dans les départements de taille comparable

À l'instar des autres territoires métropolitains, la population jurassienne vieillit. Ce vieillissement est moins accentué que dans les départements de taille comparable. La plupart d'entre eux ont en effet pâti de leur caractère rural et de déficits migratoires accumu-

Zone d'Emploi du Revermont : une zone vieillissante et sous-équipée

Depuis 1962, la zone d'emploi du Revermont connaît une dégradation de son solde naturel qui pèse sur l'évolution de sa population. Entre 1962 et 1975, puis, entre 1990 et 1999, cette situation se conjugue à un déficit migratoire marqué. En revanche, depuis 1999, elle bénéficie d'un important excédent migratoire lié à la périurbanisation de Besançon.

Entre 1962 et 2006, ces différents mouvements ont fortement changé la structure de la population de la zone d'emploi. S'en est suivi un vieillissement proportionnellement plus marqué que dans le reste du département du Jura. Dès 1990, la part des personnes de 60 ans et plus atteint celle des moins de 20 ans pour la dépasser en 1999 (26,8% contre 23,6% pour les moins de 20 ans à cette date).

Un solde annuel défavorable depuis 1975

Taux annuel moyen de variation sur la période (%)

	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2006
Taux annuel moyen total	- 0,47	- 0,37	+ 0,19	+ 0,02	- 0,30	+ 0,28
- variation due au solde naturel	+ 0,32	+ 0,15	- 0,01	- 0,01	- 0,16	- 0,16
- variation due au solde migratoire apparent	- 0,79	- 0,52	+ 0,20	+ 0,02	- 0,014	+ 0,43

Source : INSEE - Recensements de la population

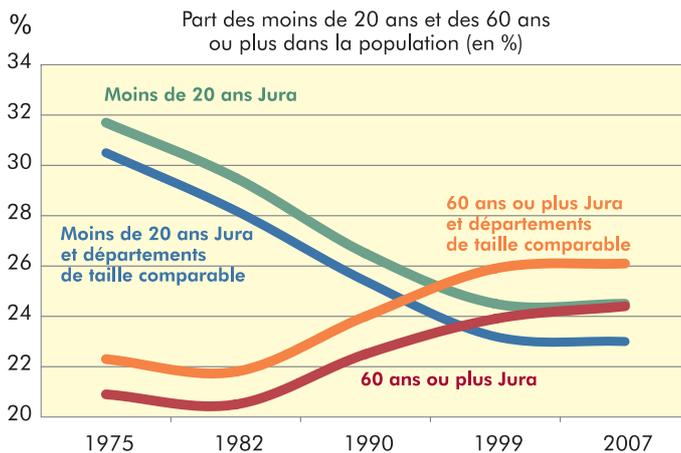
lés sur plusieurs décennies. Dans ces départements, dès le milieu des années quatre-vingt-dix, les personnes de 60 ans ou plus sont plus nombreuses que celles de moins de 20 ans.

Dans le Jura, cette situation ne s'observe qu'à partir de 2007. À cette date, ces deux tranches d'âge regroupent chacune un quart de la population départementale. Entre 1975 et 2007, la part des moins de 20 ans recule de 7 points tandis que celle des personnes de 60 ans ou plus progresse de 3,5 points.

Le vieillissement de la population a particulièrement touché les cantons de Saint-Julien, Saint-Amour, Chamermy, Salins-les-Bains et Arbois.

Entre 1999 et 2006, dans chacune de ces zones, le déficit naturel est assez prononcé. Les populations des trois premiers cantons progressent cependant grâce à un solde migratoire apparent positif. Sur la même période, les cantons de Salins-les-Bains et

En 2007, dans le Jura, les plus de 60 ans dépassent les moins de 20 ans



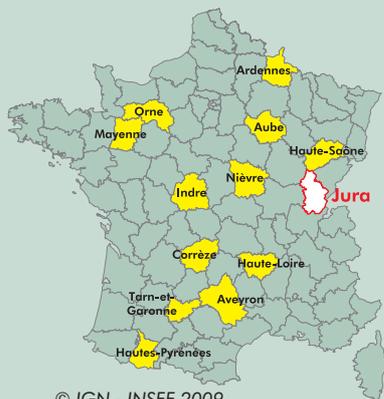
Source : INSEE - Recensements de la population, estimations localisées de population 2007

Arbois perdent des habitants : l'excédent migratoire ne compense pas le déficit naturel. Dans le Jura, si les tendances actuellement observées persistent, la part des personnes de 60 ans ou plus dans la population atteindrait 28,9% en 2015. La population âgée de 75 ans ou plus serait plus nombreuse (+13 550) ce qui accroîtrait le nombre de personnes potentiellement soumises au risque de dépendance. Le Jura semble toutefois

Méthodologie

Dans le cadre de cette synthèse, le département du Jura a été comparé à deux référentiels.

Le **premier référentiel** est constitué de 13 départements métropolitains, y compris le Jura, dont la population au 1^{er} janvier 2006 s'échelonne entre 200 000 et 300 000 habitants. Sur la base de cette relative homogénéité de taille, il s'agit de faire apparaître le dynamisme spécifique du Jura relevé pour certaines évolutions.



© IGN - INSEE 2009

	Population au 1 ^{er} janvier 2006
Haute-Loire	219 484
Nièvre	222 220
Tarn-et-Garonne	226 849
Hautes-Pyrénées	227 736
Indre	232 959
Haute-Saône	235 867
Corrèze	240 363
Jura	257 399
Aveyron	273 377
Ardennes	285 653
Orne	292 879
Mayenne	299 000
Aube	299 704

Source : INSEE - Recensement de la population



© IGN - INSEE 2009

	Population au 1 ^{er} janvier 2006
Territoire de Belfort	141 201
Haute-Saône	235 867
Jura	257 399
Doubs	516 157
Côte-d'Or	517 168
Saône-et-Loire	549 361
Ain	566 740

Source : INSEE - Recensement de la population

Le **second référentiel** est constitué du Jura et des six départements qui lui sont limitrophes. Ces entités territoriales de taille différente entretiennent entre elles des relations de proximité qui peuvent avoir un impact sur le dynamisme ou l'attractivité du Jura.

proportionnellement moins impacté que le reste de la Franche-Comté.

Cette préoccupation envers la population la plus âgée est déjà partiellement prise en compte par le plan national de la dépendance de 2008 qui tend à favoriser la création d'emploi dans les services à la personne. Par ailleurs, une politique de maintien à domicile de ces personnes nécessitera certainement des aménagements du parc de logement.

Un niveau d'équipement correct, mais une diversité moindre

En 2007, avec un nombre moyen d'équipements, toutes gammes confondues ⁽²⁾, de 5,8 par commune, les communes jurassiennes apparaissent légèrement sous dotées compte tenu de leurs populations. Elles le sont encore davantage par comparaison aux

communes des départements de taille comparable ou limitrophes, où l'on observe une moyenne de 7,7 équipements. Mais dans les départements limitrophes, pourtant plus urbains et plus peuplés que le Jura, le déficit est un peu plus marqué (7,7 équipements observés en moyenne au lieu de 8,3 attendus compte tenu de la population de ces départements).

Dans les gammes de proximité ou intermédiaires, les communes jurassiennes disposent d'un nombre d'équipements en adéquation avec la taille du département, ce qui est un facteur plutôt favorable à l'attractivité résidentielle. En revanche, elles sont proportionnellement moins bien dotées dans la gamme supérieure correspondant aux équipements les plus rares, plutôt présents dans les centres urbains.

Le morcellement du territoire jurassien, lié à la faible taille moyenne de ses communes, ne se traduit pas pour autant par un temps d'accès plus important aux équipements de proximité et intermédiaires. En effet, la part de la population jurassienne habitant à plus de 15 minutes de ces types d'équipement est sensiblement la même que celle observée dans les départements limitrophes.

Une moindre diversité des équipements comparée à celle des départements limitrophes ou de taille comparable

Niveau d'équipement moyen des communes

		Jura	Jura et départements de taille comparable	Jura et départements limitrophes
Gamme de proximité (sur 23)	Observé	4,1	5,5	5,5
	Théorique *	4,1	5,2	5,5
Gamme intermédiaire (sur 28)	Observé	1,3	1,7	1,7
	Théorique *	1,3	1,8	1,9
Gamme supérieure (sur 34)	Observé	0,4	0,6	0,6
	Théorique *	0,6	0,8	0,9
Ensemble des gammes (sur 85)	Observé	5,8	7,7	7,7
	Théorique *	6,0	7,8	8,3

Source : INSEE - BPE 2007 - Recensement de la Population 2006

* estimé en fonction de la population des communes

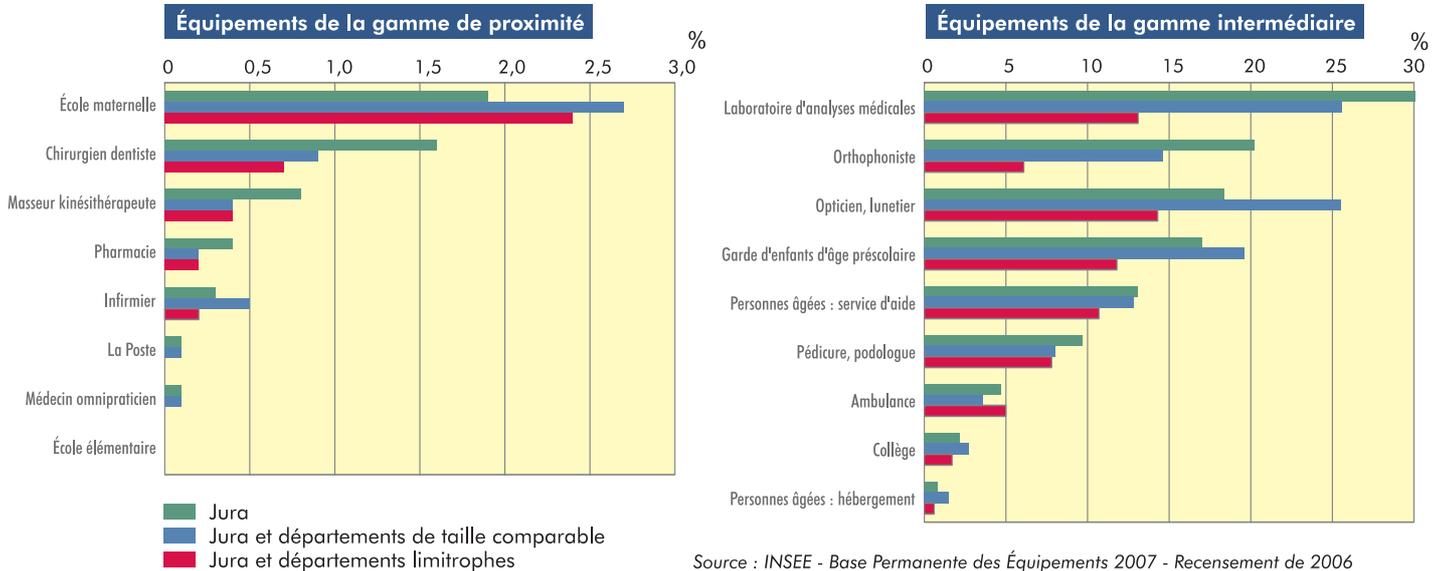
Guide de lecture : en moyenne, les communes du Jura disposent d'un accès à 5,8 équipements. En théorie, compte-tenu de la population des communes, l'équipement moyen devrait être de 6,0 équipements. Il y a donc un léger sous-équipement dans le département.

Pour une commune (ou un ensemble de communes), le niveau d'équipement est le nombre d'équipements présents. Il varie donc de 0 à 23 pour la gamme de proximité, de 0 à 28 pour la gamme intermédiaire et de 0 à 36 pour la gamme supérieure. Le niveau d'équipement théorique d'une commune est estimé en fonction de sa population et du niveau d'équipement des communes métropolitaines de taille comparable.

2) Cf. encadré relatif à la Base Permanente des Équipements.

Une faible part de la population jurassienne est éloignée des équipements de proximité

Part de la population qui se trouve à plus de 15 minutes de l'équipement (en %)



En revanche, le temps d'accès à certains équipements de la gamme supérieure, ainsi qu'à certains équipements de soins médicaux spécialisés (chirurgien-dentiste, laboratoire d'analyse médicale, orthophoniste par exemple) est, en moyenne, plus important dans le Jura.

Une attractivité résidentielle favorisée par la périurbanisation de l'axe Dijon-Besançon

Pour le département du Jura, proposer un cadre de vie agréable peut être un atout pour favoriser à la fois l'arrivée de nouveaux habitants et le maintien de ceux qui y résident déjà. Ainsi, entre 1999 et 2006, le Jura a gagné au total 6 500 habitants. L'implantation dans le département de ces nouveaux arrivants peut, soit témoi-

La Base Permanente des Équipements

L'objectif de la Base Permanente des Équipements (BPE) est de fournir des statistiques concernant les équipements disponibles dans une commune ou dans tout autre zonage. Ces équipements, au nombre de 87 au total, sont répartis en trois gammes de niveaux différents, réparties en fonction de l'accès plus ou moins fréquent de la population à ces services :

- **La gamme de proximité comprend 23 équipements dont, à titre d'exemple,** les écoles maternelles, les écoles élémentaires, les médecins omnipraticiens, les chirurgiens-dentistes, les infirmiers, les masseurs kinésithérapeutes ou les pharmacies.
- **La gamme intermédiaire comprend 28 équipements dont :** les collèges, les laboratoires d'analyses médicales, les ambulances, les services d'aide et d'hébergement des personnes âgées et les services de garde d'enfant d'âge préscolaire.
- **La gamme supérieure comprend 36 équipements dont :** les lycées d'enseignement général, technologique ou professionnel, les établissements de santé court, moyen, ou long séjour, les principaux établissements de soins (établissement psychiatrique, urgences, maternité, centre de santé les spécialistes en médecine. Les soins à domicile pour les personnes âgées ou les structures pour les enfants et adultes handicapés y sont aussi comptabilisés.

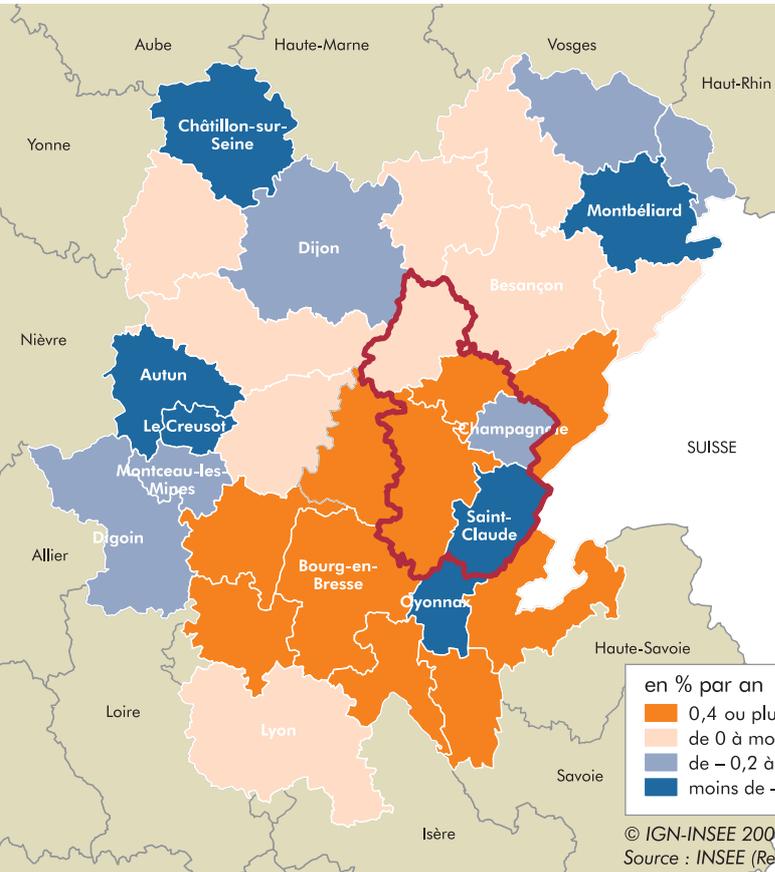
gner d'une véritable attractivité résidentielle du fait de son environnement naturel ou de la proximité de deux capitales régionales et de la Suisse, soit être le résultat d'un arbitrage de localisation entre lieu de résidence et lieu de travail. L'augmentation de la population des

communes sur l'axe Dijon - Besançon et en direction de Lons-le-Saunier, laisserait envisager cette seconde éventualité.

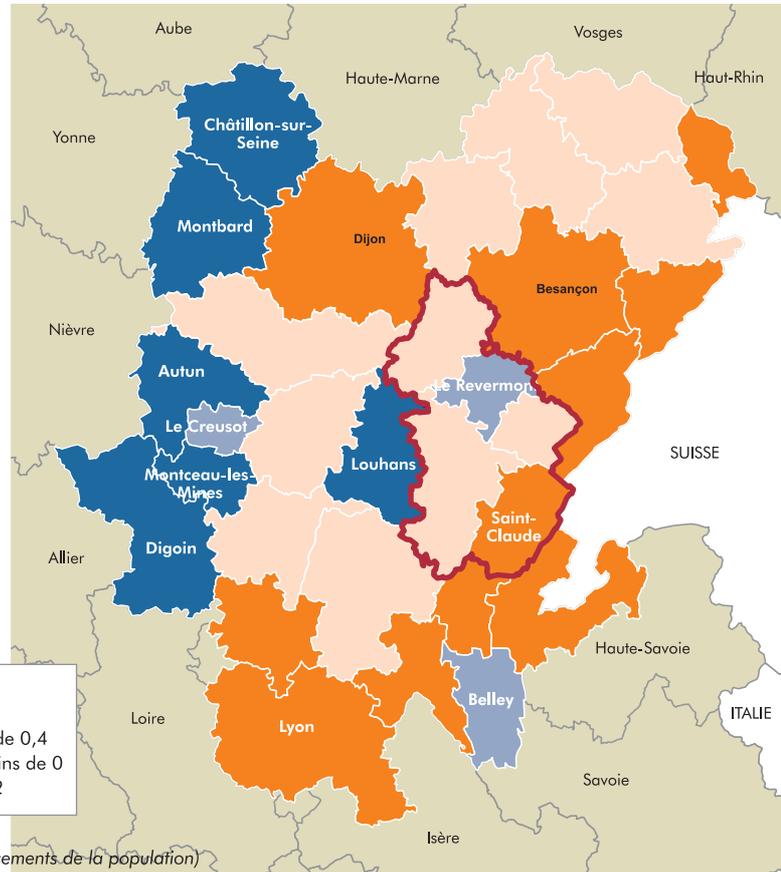
En revanche, la zone d'emploi de Champagnole peine à attirer de la population, et celle du Revermont connaît un déficit naturel relativement

Sur Dole et Lons, la croissance démographique s'appuie sur des excédents naturel et migratoire

Taux annuel moyen d'évolution de la population dû au solde migratoire apparent entre 1999 et 2006 dans les zones d'emploi des départements limitrophes du Jura

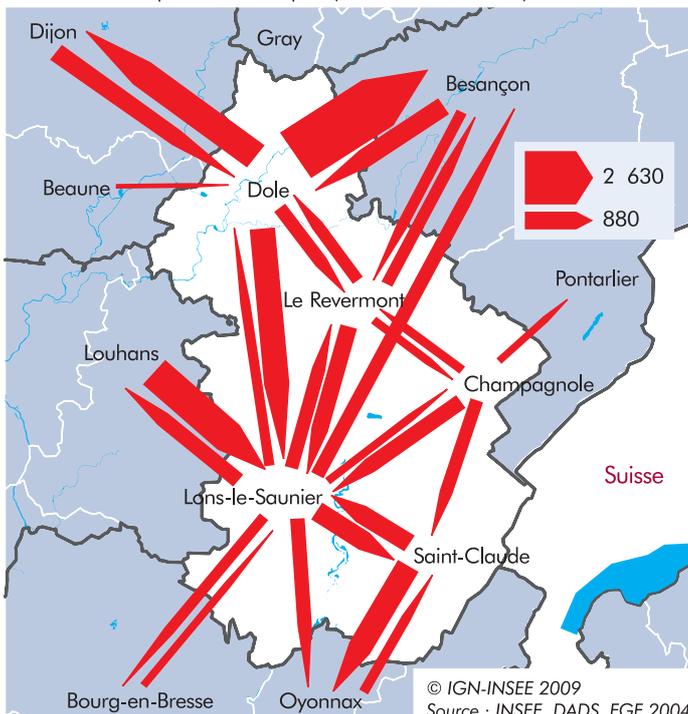


Taux annuel moyen d'évolution de la population dû au solde naturel entre 1999 et 2006 dans les zones d'emploi des départements limitrophes du Jura



Des navettes polarisées par Lons-le-Saunier

Déplacements domicile-travail dans le département du Jura par zone d'emploi (hors trafic frontalier)



important compensé par un excédent migratoire.

Des navettes importantes avec la périphérie du département

En 2004, dans leur grande majorité, les actifs jurassiens travaillent dans leur département et principalement au sein même de leur zone d'emploi. Toutefois, un certain nombre d'entre eux quittent celle-ci pour occuper un emploi ailleurs.

De nombreux mouvements se font entre zones d'emploi jurassiennes ; celle de Lons-le-Saunier en bénéficie en

premier lieu du fait de son statut de chef-lieu de département. De nombreuses autres opportunités s'offrent à la périphérie du département. Celui-ci bénéficie en effet de la présence à faible distance de deux capitales régionales (Dijon et Besançon) permettant un accès à une large panoplie d'emplois, notamment tertiaires. Par ailleurs, une partie des salariés jurassiens ont accès à des pôles d'emploi comme ceux de Bourg-en-Bresse ou d'Oyonnax dans le sud du département.

Dans ce contexte, la zone d'emploi de Dole connaît une situation relativement spécifique. L'attractivité rési-

La majorité des frontaliers travaillent dans le canton de Vaud

Frontaliers domiciliés dans le département du Jura selon le canton suisse du lieu de travail

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Canton de Vaud	2 321	2 373	2 425	2 485	2 794	3 129
Canton de Genève	25	87	156	200	221	248
Autres cantons	3	9	17	23	23	50
Ensemble	2 349	2 469	2 598	2 708	3 038	3 427

Source : Office Fédéral de la Statistique

dentielle dont elle bénéficie au titre de la périurbanisation presque continue de Besançon à Dijon conduit à un déficit marqué en terme de navettes domicile-travail (6 300 salariés habitent la zone d'emploi de Dole et ont un travail hors de ses limites). Elle ne connaît cependant pas une perte proportionnellement plus importante que les autres zones d'emploi du département : seuls 29% des salariés résidant dans la zone de Dole exercent un emploi à l'extérieur contre 36% pour la zone de Champagnole.

Un travail frontalier en pleine expansion : plus de 50% en cinq ans

La zone d'emploi de Saint-Claude et, à un degré moindre celle de Champagnole, bénéficie de l'essor du travail frontalier avec la Suisse qui tend à se développer depuis 2002. Depuis cette date, la libéralisation des conditions d'embauche de la main-d'œuvre et l'existence d'une conjoncture économique particulièrement favorable en Suisse, jusqu'à la mi-2008, ont favorisé le recours à la main-d'œuvre frontalière par les entreprises suisses.

Par rapport aux autres zones d'emploi de Franche-Comté ou de Rhône-Alpes, l'accès au marché du travail helvétique est toutefois sensiblement restreint par l'existence de contraintes géographiques fortes. De ce fait, dans le Jura, les travailleurs frontaliers sont concentrés sur un nombre restreint de communes de résidence. Fin 2006, sept communes jurassiennes (Les Rousses, Morez, Bois d'amont, Morbier, Prémamanon, Foncine-le-Haut, Longchaumois) regroupent 80% des travailleurs frontaliers avec la Suisse comptabilisés dans le département.

Pour les frontaliers, le fait de disposer de salaires plus élevés en Suisse tout en bénéficiant d'un coût de la vie plus avantageux sur le sol français favorise l'augmentation des flux.

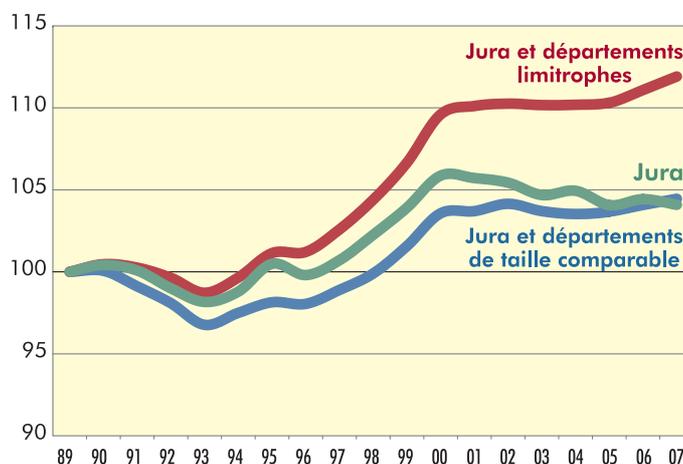
Un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale

En 2007, le Jura compte 98 700 emplois (hors travailleurs frontaliers), soit 3 900 de plus qu'en 1989. Globalement, entre 1989 et 2007, l'emploi progresse un peu moins favorablement

L'emploi jurassien stagne depuis 2001

Évolution de l'emploi total (ensemble des activités)

Indice 100 en 1989



Source : INSEE - Estimations d'emploi (2007 provisoires)

dans le Jura (+4,1%) que dans les départements de taille comparable (+4,5%). Le département ne bénéficie cependant pas du dynamisme des départements limitrophes où la progression de l'emploi est plus soutenue sur la même période (+11,9%).

Jusqu'au début de l'année 2008, le département du Jura a semblé moins touché par le chômage que les autres territoires. Au quatrième trimestre 2008, le taux de chômage dans les départements de taille comparable varie de 5,1% dans l'Aveyron à 10,8% dans les Ardennes. À cette date, le Jura enregistre un taux de 6,6% contre 7,6% au niveau métropolitain et 7,5% en Franche-Comté.

Toutefois, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, l'écart entre le taux national et le taux jurassien ne cesse de se resserrer, passant ainsi de 4,4 points en 1995 à 1,1 points fin 2008.

En 2007, un salarié de l'industrie jurassienne sur deux travaille dans le secteur des biens intermédiaires

Évolution du nombre d'emplois salariés dans l'industrie entre 1989 et 2007

	Jura			Départements de taille comparable	Départements limitrophes
	2007	Évolution 1989-2007		Évolution 1989-2007	
	Nombre	Nombre	%	%	%
Industries agricoles et alimentaires	1 428	+557	+63,9	+0,2	+59,8
Industries des biens de consommation dont :	3 871	- 5 512	- 58,7	- 44,4	- 42,4
Industries des équipements du foyer	3 401	- 4 936	- 59,2	- 40,9	- 49,9
Industrie automobile	222	- 148	- 40,0	+10,3	- 19,1
Industries des biens d'équipement dont :	2 001	- 38	- 1,9	- 13,7	- 7,1
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	402	+201	+100,0	- 25,4	+7,5
Industries des équipements mécaniques	1 299	- 284	- 17,9	- 8,2	+1,0
Industries des équipements électriques et électroniques	300	+45	+17,6	- 25,5	- 29,9
Industries des biens intermédiaires dont :	12 835	- 1 379	- 9,7	- 19,1	- 24,4
Industries des produits minéraux	853	- 486	- 36,3	- 21,5	- 19,9
Industries du bois et du papier	1 415	- 871	- 38,1	- 18,7	- 12,9
Chimie, caoutchouc, plastiques	5 757	- 525	- 8,4	- 10,3	- 17,9
Métallurgie et transformation des métaux	4 096	+853	+26,3	- 12,3	- 6,2
Industrie des composants électriques et électroniques	662	- 398	- 37,5	- 3,9	- 18,3
Énergie	339	82	+23,0	- 21,4	- 16,9
Total industrie	23 021	- 6 539	- 22,1	- 20,4	- 14,9

Source : INSEE - Estimations d'emploi (2007 provisoires)

Du fait de son caractère industriel marqué, d'un emploi ouvrier très présent et de la spécialisation sectorielle d'une partie de son territoire, le Jura est plus exposé aux retournements conjoncturels, et notamment à la crise qui sévit depuis le 2^e semestre 2008. La situation de l'industrie automobile se répercute sur les sous-traitants jurassiens.

D'autres secteurs, comme les jouets et les lunettes, sont aussi fortement exposés à la concurrence internationale.

Plus d'un emploi industriel sur deux en zone rurale

Dans le Jura, population et emploi industriel ont une répartition spatiale relativement

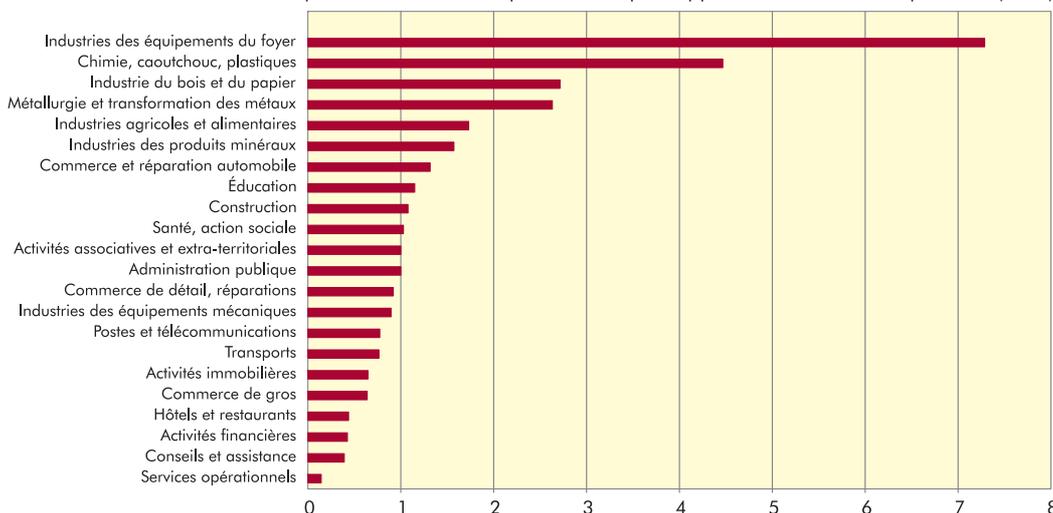
proche. Celle-ci ressort de son histoire ancienne où l'industrie s'est souvent appuyée sur la bi-activité des populations rurales pendant les mois d'hiver. Cette configuration spatiale permet à une partie de la population jurassienne de conserver un emploi en zone rurale, notamment dans l'industrie. En 1999, dans le Jura, 54% de l'emploi indus-

triel se situe en zone rurale. Cette part est de 43% dans les départements de taille comparable et 29% dans les départements limitrophes. L'industrie est proportionnellement plus présente dans le Jura qu'ailleurs. En 2005, elle contribue à 23,9% de la valeur ajoutée départementale contre 15,2% au niveau métropolitain. Elle représente 24 155 emplois totaux en 2007, soit 22% de moins qu'en 1989. Sur la même période, les départements de taille comparable en perdent 21% et les départements limitrophes 18%.

Le Jura est très fortement spécialisé dans les industries des équipements du foyer. Ainsi la lunetterie et la fabrication de jouets font partie de ses activités historiques avec le sel. En 2007, 14,8% des salariés industriels jurassiens y occupent un emploi contre 9,1% en Franche-Comté et 4,3% en France métropolitaine. Depuis 1989, les emplois

Le Jura, un département spécialisé dans l'industrie, en particulier les industries d'équipement du foyer.

Spécificité des activités jurassiennes par rapport à la France métropolitaine (en %)



Source : INSEE, CLAP 2006 (hors agriculture et défense)

dans ce secteur ont diminué de 59%, soit la plus forte baisse enregistrée au sein de l'industrie.

Sur la même période, le Jura connaît une évolution favorable de l'emploi dans le secteur de la métallurgie et de la transformation des métaux (+26,3%) et dans celui des industries agro-alimentaires (+63,9%). Mais ces hausses ne compensent pas les pertes dans les autres secteurs d'activités. Dans le premier secteur figurent parmi les premiers employeurs jurassiens la Fonderie MANZONI BOUCHOT à Saint-Claude ou les industries BOST GARNACHE à Arbois. Dans le second, les établissements des Fromageries BEL à Lons-le-Saunier ou Dole font figurent de premiers représentants à côté de très nombreuses autres entités de plus petite taille.

Une main d'œuvre essentiellement ouvrière

La présence marquée de l'industrie dans le Jura se retrouve dans la composition de sa main-d'œuvre. En 2006, dans le Jura, 32% des actifs occupés sont des ouvriers. Selon ce critère, le Jura occupe le neuvième rang métropolitain. Cette proportion est supérieure à celle des départements de taille comparable ou des départements limitrophes (29%). La part des ouvriers qualifiés est à peu près identique (autour de 16%) à celle observée dans les deux

territoires de comparaison. En revanche, la part des ouvriers non qualifiés (14,5%), qui reste importante, leur est supérieure de 2,5 points. Cette structure de la population active peut expliquer en partie l'évolution défavorable du chômage enregistrée dans le département fin 2008.

En 2006, les cadres et les professions intermédiaires, qui représentent 8% et 22% des emplois, sont relativement plus présents dans le Jura que dans les départements de taille comparable, mais moins présents que dans les départements limitrophes.

Un secteur tertiaire sous-représenté, malgré un développement rapide

En 2007, l'emploi dans les services représente 53,6% de l'emploi salarié jurassien. Ce taux est inférieur à ceux des autres territoires de comparaison où cette proportion est supérieure à 56%. C'est une conséquence directe du poids marqué de l'industrie dans le Jura.

Le secteur de la santé reste un des premiers employeurs du département. Parmi les cinq premiers établissements employeurs du Jura, trois sont des établissements de santé et regroupent 3 900 emplois publics (Centres Hospitaliers de Dole et de Lons-le-Saunier).

Les emplois de l'hôtellerie-restauration sont relativement peu présents dans le

Saint-Claude : troisième zone d'emploi la plus spécialisée de France métropolitaine

Depuis 2001, l'industrie, qui a longtemps fait la prospérité de la zone d'emploi de Saint-Claude, subit une concurrence accrue de la part des pays à bas coûts salariaux sur une grande partie de ses activités traditionnelles : lunetterie, tabletterie-tournerie sur bois, fabrication de jouets, plasturgie. En 2006, les effectifs industriels y représentent 47% de l'emploi salarié.

Le secteur de la fabrication de lunettes jurassienne est principalement concentré sur la zone de Saint-Claude (75% des établissements du département). En 2006, ce secteur, surtout composé de petits établissements, regroupe environ 1 700 équivalent temps plein pour 68 établissements. Des difficultés économiques dans ce secteur en particulier peuvent affecter l'économie locale.

Une diversification plus grande des activités de cette zone lui permettrait d'être moins sensible aux fluctuations conjoncturelles et de tirer profit de la présence d'une main-d'œuvre ouvrière relativement nombreuse. Cette voie fait l'objet d'une étude dans le cadre d'un projet de revitalisation de la zone d'emploi.

La zone d'emploi de Saint-Claude partage, avec celles de Morteau et Pontarlier, la particularité d'être un territoire de moyenne montagne et d'accueillir sur son territoire de nombreux travailleurs frontaliers. Mais à la différence de ces deux territoires du Doubs, elle souffre encore d'un réel enclavement qui pénalise son développement économique.

département malgré son caractère touristique affirmé.

De 1989 à 2007, le nombre d'emplois dans les services a augmenté de 29,2% dans le Jura. Cette augmentation est inférieure à celle des départements de taille comparable (+33,8%) et à celle des départements limitrophes (+39,8%). Sur la même période, le développement des emplois se concentre sur les services aux particuliers (+75,7%) et les services aux entreprises (+70,8%). Dans ces derniers, les services opérationnels aux entreprises (intérim) progressent le plus significativement (+145,1%). Le secteur « santé-action sociale » connaît aussi une croissance soutenue (+53,7%) sur la même période.

Malgré ces progressions, le département reste en retrait de la moyenne métropolitaine et de celle des deux territoires de comparaison dans de nombreuses activités tertiaires. En

effet, les emplois tertiaires se trouvent plutôt en zone urbaine et sont donc moins présents en zone rurale.

Ainsi, la répartition spatiale de la population jurassienne, quasiment inchangée depuis quarante ans, qui a été un atout pour le maintien de l'emploi industriel dans l'espace rural, a été moins favorable à l'essor du secteur tertiaire. La faible taille des pôles urbains du département a pu aussi jouer en sa défaveur.

Mais une agriculture toujours présente ...

Entre 1989 et 2007, le nombre total d'emplois dans le secteur agricole a diminué de 38%. En 2007, l'agriculture (y compris la sylviculture) regroupe 4 400 emplois. De 2000 à 2007, le Jura a perdu un quart de ses exploitations. Il compte 3 200 exploitations dont plus de la moitié sont

dites professionnelles⁽³⁾. La surface agricole utilisée (SAU) couvre 43% du territoire départemental. Cette couverture qui est bien inférieure à celles des départements limitrophes et de taille comparable (respectivement 48,4% et 55,2%), s'explique par un taux de boisement élevé (46%).

Un tiers des exploitants agricoles du département devraient partir en retraite dans les dix ans à venir. Parmi ceux de plus de cinquante ans, trois sur cinq déclarent ne pas avoir de successeur. Dans le même temps, la main-d'œuvre familiale se réduit. Le maintien des actifs agricoles, notamment par le travail salarié dont le développement semble une tendance forte, constitue un enjeu important, qui passe par le renforcement de l'attractivité des métiers.

L'activité agricole principale est la production laitière, qui concerne la moitié des exploitations professionnelles. 58 établissements laitiers dans le département collectent 216 millions de litres de lait soit un peu moins d'un quart du total régional. La majeure partie du département est située en zone AOC comté, mais, en zone basse, quelques producteurs de lait « standard » livrent souvent à des entreprises extra régionales, comme Danone. Dans le contexte de disparition de quotas et de volatilité des prix, il paraît nécessaire d'adapter la production laitière, AOC ou non, à la demande, et de gérer les volumes. L'élevage bovin viande, porcine, et ovin,

est également présent mais les abattages départementaux d'animaux de boucherie ne représentent que 16% des volumes abattus dans la région. Cheval et volaille de Bresse font également partie des productions animales jurassiennes. Le département du Jura est le seul dans la région à produire du vin d'appellation dans 668 exploitations, dont un tiers de professionnelles. Comme dans d'autres départements, les mutations agricoles méritent d'être accompagnées, afin de maintenir un revenu correct et de faire perdurer la contribution de l'agriculture à l'aménagement du territoire. Une attention particulière à la gestion du foncier est également nécessaire pour veiller à l'utilisation économe des terres agricoles ou lutter contre la désertification.

Entre 1989 et 2007, les effectifs salariés dans les services progressent moins rapidement dans le Jura que dans les départements limitrophes ou de taille comparable

Évolution du nombre d'emplois salariés dans le tertiaire entre 1989 et 2007

	Jura			Départements de taille comparable	Départements limitrophes
	2007	Évolution 1989-2007		Évolution 1989-2007	
		Nombre	%	%	%
Commerce dont :	10 293	+1 526	+17,4	+19,9	+21,5
Commerce et réparation automobile	1 972	+301	+18,0	+18,0	+14,5
Commerce de gros	2 502	-200	-7,4	-1,9	+4,7
Commerce de détail, réparations	5 819	+1 425	+32,4	+35,6	+35,0
Services dont :	46 619	10 539	+29,2	+33,8	+39,8
Transports	3 051	+286	+10,3	+25,0	+23,0
Activités financières	1 540	-153	-9,0	-8,3	-2,0
Activités immobilières	545	-467	-46,1	-16,3	-16,5
Services aux entreprises	8 245	+3 417	+70,8	+77,2	+75,1
dont Conseils et assistance	2 418	+1 052	+77,0	+73,3	+75,1
dont Services opérationnels	4 357	+2 579	+145,1	+188,5	+142,0
Services aux particuliers	6 635	+2 858	+75,7	+78,6	+90,3
dont Services personnels et domestiques	3 733	+2 288	+158,3	+113,5	+166,1
dont Hôtels et restaurants	2 087	+137	+7,0	+54,4	+42,0
Éducation - santé - action sociale	18 036	+3 571	+24,7	+20,1	+24,7
Éducation	6 362	-507	-7,4	+8,1	-3,3
Santé, action sociale	11 674	+4 078	+53,7	+43,3	+49,7
Administration	9 228	+1 688	+22,4	+29,4	+39,2
Total tertiaire	57 573	+12 726	+28,3	+31,1	+36,2

Source : INSEE - Estimations d'emploi salarié (2007 provisoires)

... et une économie présente importante liée au tourisme

Le Jura est le département le plus touristique de Franche-Comté. Le camping tient une place prépondérante dans son offre d'hébergement avec 7 700 places, soit les deux-tiers de la capacité régionale. Quant à l'hôtellerie, elle propose 2 200 chambres, soit 29% de l'offre régionale.

Le poids du tourisme dans l'économie jurassienne est important. Au plus fort de la saison d'été, les touristes représentent en effet un surcroît de population de 43% par rapport à la population jurassienne. Ce taux est de 10% pour les autres départements francs-comtois.

En moyenne annuelle, en nombre d'équivalents habi-

tants permanents, les touristes correspondent à 26 000 résidents supplémentaires. Ceux-ci sont à la base d'une importante économie présente par les achats et prestations qu'ils génèrent. De ce point de vue, Le Jura est mieux placé que les Vosges ou le Puy-de-Dôme, départements de moyenne montagne comme lui. Populations maximales et équivalents habitants permanents y sont proportionnellement moins nombreux.

En terme de politique touristique pour le Jura l'un des enjeux est de développer une panoplie plus large d'activités, pour faire face au caractère aléatoire de l'enneigement notamment.

3) c'est-à-dire de dimension économique supérieure à l'équivalent de 8 vaches laitières et occupant au moins 75% d'un temps plein

Enjeux pour le département du Jura

Le Conseil général a choisi d'entreprendre une démarche stratégique d'aménagement et de développement des territoires. Une première base de réflexion sur les grands enjeux départementaux s'est avérée nécessaire.

Par ailleurs en parallèle à cette réflexion, le Conseil général a souhaité s'engager dans une refonte de ses dispositifs d'intervention en faveur des territoires. Cette première analyse socio-économique menée en partenariat avec l'INSEE a servi de guide à la redéfinition de la politique départementale et a permis de recentrer l'effort de la collectivité sur des priorités qui répondent :

- d'une part à ses missions premières que sont le social, l'aménagement rural, le développement des infrastructures et le transport scolaire et interurbain,
- d'autre part à des enjeux d'aménagement et de développement du territoire en tant que collectivité de proximité et ce en faveur des services de proximité, de l'amélioration de l'accessibilité, de l'accès au logement et l'habitat, du développement durable de l'économie...

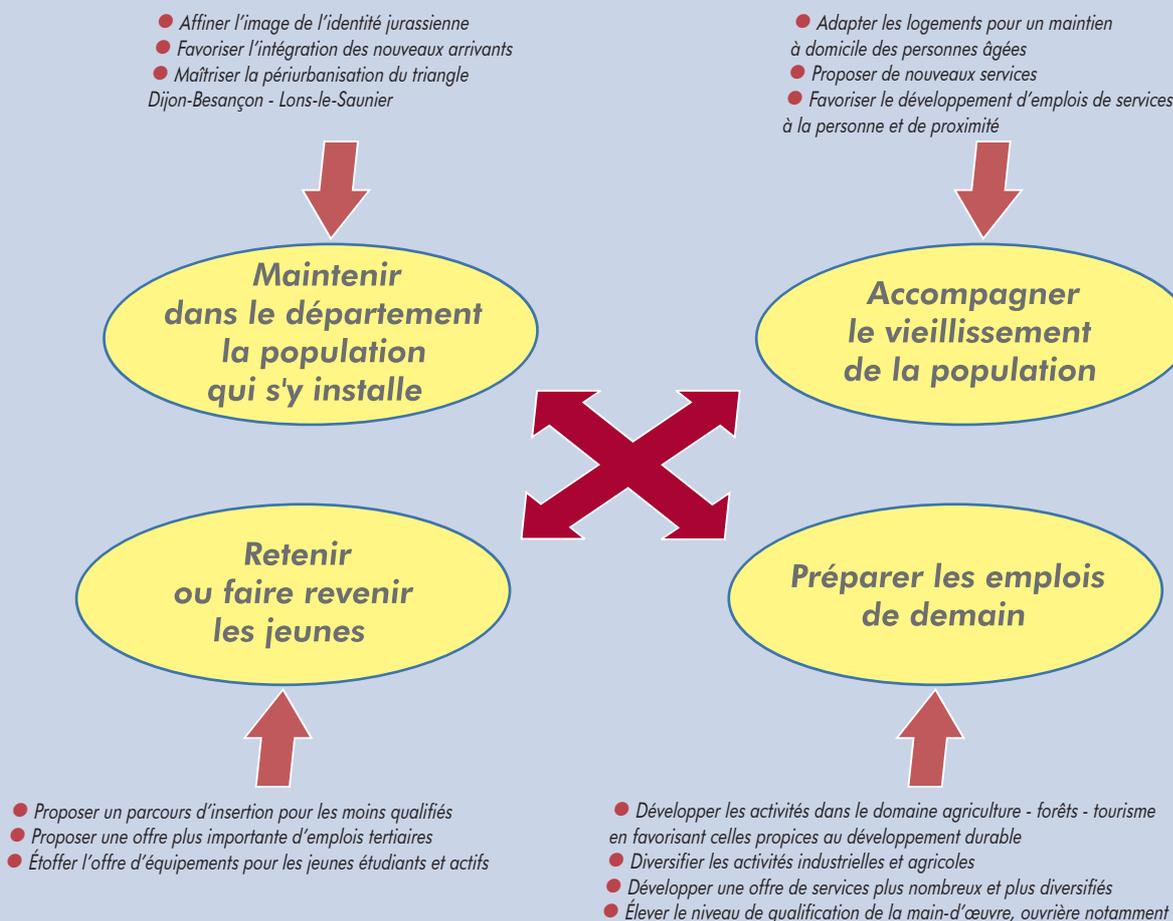
L'analyse met en évidence certains enjeux importants qui doivent être pris en compte car ils auront indirectement et à court terme une incidence financière sur le niveau et la capacité d'intervention du Conseil général dans les années à venir.

Pour mieux appréhender ces enjeux, le Département a choisi d'orienter prioritairement son action dans une politique territoriale qui réponde à :

- un meilleur accompagnement du vieillissement sur les territoires,
- une amélioration de l'accueil et des services apportés aux nouvelles populations qui s'installent dans le Jura,
- une prise en compte de la problématique de la « fuite » des jeunes,
- une meilleure adaptation des territoires aux mutations économiques en privilégiant la piste de la diversification et la valorisation d'activités qui répondent aux exigences du Grenelle de l'Environnement.

La vocation de cette nouvelle politique d'Engagement Départemental pour l'Aménagement du Territoire (EDAT) vise à augmenter le niveau d'attractivité de chacun des territoires jurassiens, mais également à améliorer les effets de polarité que chacun d'eux entretient avec les territoires limitrophes. En confiant à l'INSEE cette analyse, le Conseil général souhaite s'engager dans une approche prospective et d'évaluation de l'action départementale pour améliorer l'attractivité jurassienne.

Conseil général du Jura



Compte tenu de son potentiel agricole et touristique et de la qualité de ses produits, le développement des activités liés à l'agrotourisme et aux circuits courts de distribution peut être une alternative crédible aux sports de neige.

Une moindre exposition au risque de pauvreté

Plusieurs indicateurs de revenus disponibles placent le Jura dans une position plus favorable que les autres dé-

partements de comparaison. La part des prestations sociales dans le revenu est la plus faible de Franche-Comté. Cela traduit une exposition relativement moindre du département à la pauvreté et au chômage.

En 2006, le taux de pauvreté dans le Jura est le plus faible, après la Côte-d'Or et l'Ain. Ce taux est le moins élevé des quatre départements francs-comtois : 11,6% de la population a un niveau de vie inférieur au seuil de

pauvreté ⁽⁴⁾, contre 12,1% pour l'ensemble de la région et 13,4% pour la France de province (Métropole hors Île-de-France). De plus, ce taux est assez proche entre l'espace rural et l'espace urbain. Enfin, l'intensité de la pauvreté ⁽⁵⁾ se situe juste en deçà de celle de la Haute-Saône. Pour le Jura, cet indicateur n'a pas varié depuis 2004, alors qu'il a progressé dans les trois autres départements de la région. ■

Pierre QUILLERY
Yves LEBEAU
Nathalie PIQUEREY

4) le seuil de pauvreté retenu dans cette étude correspond à 60% du niveau de vie médian national (France métropolitaine), soit 10 558 euros par an en 2006.

5) L'intensité de la pauvreté est l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté.

En 2006, un Jurassien sur deux vit avec plus de 17 224 euros par an

	Niveau de vie annuel (en euros)				Taux de pauvreté (en %)		
	Médiane	Plafond des 10% les plus riches (9 ^e décile - D9)	Plafond des 10% les plus pauvres (1 ^{er} décile - D1)	Rapport inter-décile* (D9/D1)	Total	en espace urbain	en espace rural
Doubs	17 722	31 250	10 073	3,1	11,9	12,7	9,4
Jura	17 224	29 893	10 171	2,9	11,6	11,8	11,4
Haute-Saône	16 632	28 511	9 917	2,9	12,9	12,0	15,2
Territoire de Belfort	17 554	30 971	9 843	3,1	12,8	12,8	///
Franche-Comté	17 345	30 361	10 035	3,0	12,1	12,4	11,4
France de province	17 198	31 357	9 700	3,2	13,4	13,0	14,8

Sources : INSEE et DGI, revenus disponibles localisés 2006

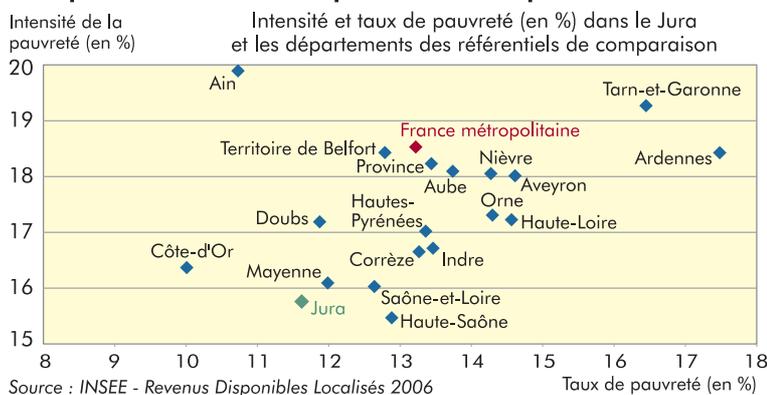
* Le rapport inter-décile D9/D1 est le rapport entre les 10% les plus riches (D9) et les 10% les plus pauvres (D1). Il mesure l'inégalité des niveaux de vie entre ces deux catégories.

Le seuil de pauvreté retenu correspond à 60% du niveau de revenu médian de France métropolitaine (10 558 euros en 2006).

Note de lecture :

En 2006, le niveau de vie médian annuel des Jurassiens est de 17 224 euros. Les 10% les plus riches disposent d'un niveau de vie supérieur à 29 893 euros par an soit 2,9 fois plus que celui des 10% les plus pauvres (10 171 euros annuels). À cette date, 11,6% de la population jurassienne vit sous le seuil de pauvreté.

Une pauvreté moins marquée dans le département du Jura



Pour en savoir plus :

V. RIVERON, F.-X. DUSSUD, 1 150 600 Francs-Comtois au 1^{er} janvier 2006, L'Essentiel, INSEE Franche-Comté, janvier 2009, n°110 disponible sur http://www.insee.fr/fr/insee_regions/f-comte/themes/essentiel/ess09110/ess09110.pdf

M. FLORENT, Vosges : inventer de nouvelles voies économiques pour contrer le déclin industriel et fixer la population, INSEE Lorraine, Économie Lorraine, décembre 2008, n°150 disponible sur http://www.insee.fr/fr/insee_regions/lor/themes/el/el150/el150.pdf

F. BRULEY, C. GUICHARD, En Franche-Comté, la population active diminuerait de 4,8% à l'horizon 2020, InfoWeb, INSEE Franche-Comté, novembre 2008, n°51 disponible sur http://www.insee.fr/fr/insee_regions/f-comte/themes/infoweb/infoweb51.08.pdf

V. RIVERON, Un Franc-Comtois sur dix vit sous le seuil de la pauvreté en 2004, InfoWeb, INSEE Franche-Comté, septembre 2008, n°47 disponible sur http://www.insee.fr/fr/insee_regions/f-comte/themes/infoweb/infoweb47.08.pdf

S. SEGUIN, Les incidences du vieillissement dans les Pays de la Loire, Études, INSEE Pays de la Loire, juillet 2008, n°70 disponible sur http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/etudes/etudes70/etudes70.pdf

N. CLOAREC, J. GUILLET, L. HAUTOBOIS et al., Huit enjeux pour le littoral de la Loire-Atlantique, Dossier, INSEE Pays de la Loire, septembre 2007, n°26 disponible sur http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/dossiers/dossier26/dossier26.pdf

F. BRULEY, C. GUICHARD, C. PERRIN, Population et ménages en Franche-Comté à l'horizon 2020, Dossier, INSEE Franche-Comté, Édition 2007 disponible sur http://www.insee.fr/fr/insee_regions/f-comte/publi/pub_elec/projection/index.htm

F. BRULEY, S. WILLEMIN, Les personnes âgées dépendantes en Franche-Comté à l'horizon 2015, L'Essentiel, INSEE Franche-Comté, novembre 2006, n°92 disponible sur http://www.insee.fr/fr/insee_regions/f-comte/themes/essentiel/ESS0692.pdf

L. BRIOT, E. BERNARD, Le Pays Lédonien : un territoire périurbain, L'Essentiel, INSEE Franche-Comté, juillet 2003, n°63 disponible sur http://www.insee.fr/fr/insee_regions/f-comte/themes/essentiel/ESS0363.pdf

O. BARLOGIS, B. DAVAL, Le Pays Dolois : Un développement sous influence, L'Essentiel, INSEE Franche-Comté, novembre 2002, n°55 disponible sur http://www.insee.fr/fr/insee_regions/f-comte/themes/essentiel/ESS0255.pdf

J.-M. FLOCH, Premiers résultats détaillés du recensement de 1999 Jura : Stabilité démographique, L'Essentiel, INSEE Franche-Comté, septembre 2000, n°35 disponible sur http://www.insee.fr/fr/insee_regions/f-comte/themes/essentiel/ESS0035.pdf

W. CADET (ARD), P. QUILLERY (INSEE), Attractivité économique des zones d'emploi : davantage d'atouts pour Belfort et Besançon, L'Essentiel, INSEE Franche-Comté, décembre 2007, n°100, disponible sur http://www.insee.fr/fr/insee_regions/f-comte/themes/essentiel/ESS07100.pdf

M. AZOUGUAGH, L. BOUILLON, G. DABET et al., Zones d'emploi de Franche-Comté, édition 2008, disponible sur http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=16&ref_id=14108